



L'Escargot Déchaîné

Bulletin de liaison des Objecteurs de Croissance N°27- Janvier-février
2016

A mettre dans toutes les mains



**MOINS DE BIENS
PLUS DE LIENS**

EDITO

Une pseudo culture de l'excuse :

Le déni d'existence de la raison subjective

Nous pouvons récemment comprendre l'émotion qu'ont suscitées, et que suscitent encore, ce dans toutes les couches sociales, les attaques perpétrées à Paris en novembre dernier. Ces dernières sont venues, en toile de fond d'une scène jonchée de cadavres, soulignées avec exergue par certaines réactions le clivage grandissant de nos sociétés sclérosées par le déni d'existence de la subjectivité, là où ces sociétés se revendiquent pourtant libres et civilisées.

Un propos et non des moindres est récemment sorti de la bouche d'un moindre type, rendu grand par son titre apparemment honorifique de premier ministre des Français. Ce propos, si nous ne devons pas l'objectiver outrageusement, c'est-à-dire le vider de sa substance en le sortant de son intériorité contextuelle, demande néanmoins d'être discuté et appréhendé avec toute la raison subjective qu'il nous est donné d'avoir, si pour peu celle-ci nous est permise. Il s'agit d'une tentative de compréhension en somme, qu'on m'en excuse...

Voici une partie du discours de Manuel Valls lors de la commémoration des meurtres de l'hyper-casher, pointant alors du doigt le terrorisme islamiste: « *Pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille ; car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser* ».

Les paroles reprises ici n'ont pas tardé à amener un lot de vives réactions, à raison, de la part du monde de la sociologie notamment, dont l'objet d'étude de prédilection est, aussi, la compréhension, la tentative d'explication, des faits de violences quels qu'ils soient ayant lieu dans une société donnée.

Quant à moi, bien que cette discipline convoite une partie de mes intérêts, je ne suis pas sociologue mais psychologue. En tant que psychologue, de citoyen doué de raison tout simplement, si je ne peux excuser le meurtre, le viol ou autres abominations humaines, je ne peux néanmoins me permettre de ne pas tenter de comprendre, d'expliquer ces crimes. Sans compréhension,

point dévolution. Sans tentative d'explication, c'est le déni entendu psychanalytiquement comme mécanisme pervers qui signe alors la négation de l'homme dans sa substance.

Sans vouloir donner ici un cours de psychopathologie redondant, il semble utile pour la bonne compréhension de ce qui va suivre d'explicitier brièvement, et d'une manière certes simpliste, quelques données.

Là où le névrosé¹ tente la difficile résolution de son conflit psychique en utilisant préférentiellement le refoulement comme mécanisme défensif contre une agression mettant en péril son Moi, là où le psychotique utilise quant à lui la forclusion (le rejet à l'extérieur de la psyché) face au conflit, le pervers se sert quant à lui du déni, caractérisé en ceci que le sujet employant ce mécanisme défensif se comporte comme si une chose apparemment évidente dans son existence n'existait pas.

Le déni entendu en ces termes représente un moyen, économiquement peu coûteux en termes de dépense d'énergie psychique, permettant de contourner le conflit psychique - insupportable et donc très coûteux en énergie - en déniant, en envoyant paître inconsciemment une des composantes conflictuelles. Ainsi, dans la logique capitaliste par exemple, la subjectivité est déniée afin de réifier l'homme, en le chosifiant, en le rendant l'égal d'une simple chose utile à l'accumulation du profit par l'intermédiaire de la production de biens et à leur consommation. Le déni pervers entendu dans ce sens concourt par conséquent à la désobjectivation des âmes et à la non-reconnaissance de ce qui est autre que soi.

Quant Manuel Valls dit à une foule qu'il ne peut y avoir de tentative d'explication du phénomène terroriste, il laisse percevoir, sciemment ou inconsciemment, qu'il dénie littéralement tout un pan du phénomène en question. Tout ce passe comme si le phénomène terroriste ne pouvait être expliqué que par une formulation magique simpliste postulant que tout ce qui est mauvais est démoniaque, déniant dès lors une réalité évidemment bien plus complexe.

Comme je l'ai mentionné plus haut, le déni pervers est un mode de fonctionnement psychique relativement économique. Avec ces propos, sans pour autant que l'on puisse le qualifier de pervers

¹ La névrose et les autres traits de caractères qui vont suivre sont ici à entendre comme étant un mode de fonctionnement psychique, et non comme des entités purement psycho-pathologiques.

au sens psychopathologique du terme, Valls commet un déni de penser, là où il semble considérer la pensée comme un délit. Déni de penser, pour tout un chacun, professionnel ou non qui tente, à sa manière, d'expliquer les violences, ce y compris les violences institutionnelles et endogènes au mode de fonctionnement capitaliste, afin notamment d'en favoriser sa difficile digestion.

N'oublions pas qu'ici, et ceci constitue bien malheureusement un symptôme trop présent dans nos sociétés, Valls semble encourager un combat sans même tenter la moindre compréhension de ce qu'il a à combattre. Il s'en va, le brave petit colonel, guerroyer sans tenter ne cesse qu'une esquisse de compréhension de l'ennemi. Ceci est ridicule, et dit plus posément complètement irresponsable. L'existence d'un problème, d'un symptôme, est pourtant bel est bien perçue, mais on fait comme si ce problème ou du moins les causes de son émergence n'existait pas, tout en vociférant des propos belliqueux et en encourageant, de surcroît, l'envoi de moult bombes de l'autre côté de la méditerranée en espérant régler, éradiquer le conflit. Ceci témoigne d'un triste aveuglement fleuretant avec la pensée magique car, procéder de la sorte, à l'instar du déni pervers, ne risque pas d'apporter les résultats escomptés et reste relativement peu couteux, en termes d'énergie psychique du moins car il en va bien entendu autrement si nous commençons à calculer les coûts des opérations sous le prisme de l'économie monétaire ou des vies civiles qui auront été sacrifiées, dans l'indifférence, sur le pilori de la folie guerrière.

Outre la dépense d'énergie psychique demandée par l'acceptation du conflit ambivalent, la compréhension d'un phénomène particulier impose également et dans une certaine mesure un retrait de la folie objectiviste et quantifiante dont nos sociétés sont devenues avides. Là où nous voyons fructifier les appareils de mesures, les tests de personnalités dépersonnalisant, la folie du rangement paroxystique dans les cases de la psychopathologie certains traits psychiques évidés par le fait même de leur substance la plus élémentaire, la pensée subjective et critique peine à trouver sa place. Tout se passe aujourd'hui comme si, de la médecine à la psychiatrie, en passant de l'économie à l'analyse des performances sportives, la compréhension, la pensée critique reposait uniquement sur le socle rassurant mais ô combien rigide du chiffrable et du tout quantifiable. La

pensée contemporaine semble, d'une manière quelque peu aliénante, se fuir elle-même en se cachant derrière le positivisme éhonté et l'empiriquement correcte. Déniant toute phénoménologie, le monde d'aujourd'hui semble vouloir bâtir son édifice en escamotant une partie de l'esprit. Au final, la tentative d'explication d'un phénomène particulier se veut, dans ce qui s'apparente aux fous vœux de l'époque contemporaine, être chiffrable, là où la violence justement ne peut être comprise sans l'aspect qualitatif, sans la part subjective de l'âme. Nous assistons dès lors, et les propos de Valls en sont un adjuvant parmi d'autres, à un déni de penser, au meurtre de la subjectivité.

Comprendre, expliquer, ou du moins tenter de et en toute modestie, n'est pas synonyme de déresponsabiliser. Parait-il qu'en tentant de comprendre le fou, le violeur, le sadique ou le terroriste nous le déresponsabiliserions de ses actes. C'est en réalité tout le contraire qu'il se passe car toute tentative d'explication intellectuellement sincère, me semble-t-il, tente, subrepticement, de remettre l'église au milieu du village en donnant à chacun la pleine mesure de ses actes. Parler de l'existence de l'inconscient, d'un environnement socio-économique propice à l'agencement de tels agissements, discuter d'un contexte culturel venant apporter une pierre à l'édifice de la compréhension de certaines failles sociétales, ce n'est pas signifier à l'individu qu'il est prisonnier et déterminer outrageusement par les concepts précités. Au contraire, ici réside nos parts d'individualités à tous, parler en ces termes c'est dire, aussi, que chacun fait avec et d'une certaine manière face à ce qui se passe. Il existe certes des facteurs externes à lui-même, mais l'individu est libre, en dernière instance, et donc effectivement responsable, de ses actes. Ceci ne tombe apparemment pas sous le sens pour tout le monde, en particulier pour Valls qui semble préférer simplifier le débat en ne le permettant tout simplement pas.

Nous régissons avec bien trop de complaisance face à l'ignominie de certaines paroles, notre compréhension ou du moins le désir émanant de notre être servant de rempart contre l'escalade meurtrière qui pourrait surgir de notre pulsionnalité si nous ne tentions pas l'esquisse d'une explication.

Nous pouvons déceimment comprendre, disais-je en introduction, les émotions suscitées par les crimes atroces commandités en novembre dernier

à Paris. Comme nous pouvons comprendre certaines paroles, en les remettants dans un contexte dynamique particulier. Mais si nous pouvons les comprendre, nous ne sommes pas en accord avec ces mots, ou ces maux c'est selon. Tachons dès lors de faire décroître de tels propos poisseux, en les soumettant à l'examen critique de la raison subjective. Tâchons, en parallèle, à faire décroître de nos imaginaires les idées nauséabondes du fondamentalisme capitaliste et croissanciste.

Car il est sûr que, si nous tentons d'expliquer, de comprendre, avec notre subjectivité propre bien entendu, les mots et actes de Valls et autres inep-ties proférées par d'autres personnalités « émi-nentes » du monde moderne, nous ne les excu-sions pas.

Kenny Cadinu

LA CITATION DU MOIS

« L'important n'est pas ce qu'on fait de nous mais ce que nous fai-sions nous-mêmes de ce qu'on a fait de nous ».

Jean-Paul Sartre

QUESTION DE SOCIÉTÉ

Démantèlement des centrales Nucléaires : l'impasse

La Belgique et la France ont toutes deux choisi la technique du démantèlement *immédiat* pour leurs réacteurs lorsqu'ils seront arrêtés. L'utilisation du terme *immédiat* donne à réfléchir

: d'une part, le démantèlement d'un réacteur et des équipements associés devrait s'étendre sur une période de 50 à 60 ans, si tout va bien ; d'autre part, la montagne de déchets radioactifs qui sera générée ne deviendra inoffensive qu'au bout d'une éternité, une centaine de milliers d'années.

À quel coût ? Prenons, pour exemple, la centrale de Brennilis en Bretagne qui ne comporte qu'un seul tout petit réacteur d'une puissance de 70 MW arrêté en 1985 et sensée devenir une *vitrine*² du savoir-faire français pour ce qui sera un des futurs marchés du siècle et un filon en or pour EDF (Électricité de France) et consorts. Partiellement démantelée à ce jour, reste le plus difficile, le ré-acteur et son bâtiment, le coût total du démantè-lement est estimé à près de 700 millions d'Euros, dont un devis de 400 millions pour le réacteur. Extrapolant selon la puissance et sans tenir compte du dépassement de devis qui ne manque-ra pas d'advenir, l'ordre de grandeur du coût du démantèlement des 7 réacteurs de production belges (environ 6.000 MW) serait de 60 milliards tandis qu'il serait de plus de 600 milliards pour les 54 réacteurs français (63.200 MW), une esti-mation qui en vaut une autre pour quelque chose d'incalculable par essence, étant donné les aléas du démantèlement *et l'explosion prévisible du prix de l'énergie et des matières premières du-rant les décennies à venir*. Estimation qui par ailleurs ne prend en compte ni la mort prématu-rée des employés travaillant sur le site (à Brenni-lis, en 2006, une moitié environ des travailleurs sont morts avant d'atteindre 65 ans), ni la pollu-tion radioactive associée, source de maladies et morts dans la population, et ni la *gestion* éternelle des déchets nucléaires engendrés.

Une illustration de cette incalculabilité est la ré-gulière révision à la hausse du coût du démantè-lement de Brennilis depuis les 30 ans qu'il a dé-buté, la dernière en 2012 étant un dépassement de 15 % par rapport au devis établi en 2008 (rap-port N°2007 de l'Assemblée nationale française, 2014). Brennilis n'est pas un cas à part dans l'électronucléaire, dans ce même rapport on peut lire : *le devis de démantèlement d'UP2-400 est passé de 1.327 millions d'euros à 1.955 millions d'euros entre 2006 et 2013, soit une augmen-tation de 47 % en euros constants* (UP2-400 est une des usines de retraitement des combustibles usés de La Hague (à noter que près de 2 milliards sup-

² Christian Frémont, préfet du Finistère, 1995.

plémentaires sont prévus pour le conditionnement du produit du démantèlement). Une autre illustration de l'impossibilité d'un calcul sérieux du coût est la grande variabilité des estimations du coût du démantèlement d'un pays à l'autre. Par exemple, entre la méthode de calcul du coût d'EDF et une méthode allemande, il y a un rapport de 1 à plus de 3. Appliquées à la Belgique, ces deux méthodes donneraient des coûts de 1,7 et 5,9 milliards, des montants qui n'engagent que la réputation de leurs auteurs qui auront quitté ce monde quand d'autres devront faire face à la dure réalité.

Le démantèlement c'est la promesse d'un travail énergivore et dangereux, assorti de la production d'une masse de déchets mortels dont on ne sait que faire et qui seront un legs terrible pour les générations futures, non seulement les composants de la centrale elle-même mais aussi tous les outils, instruments, machines et produits qui auront été nécessaires à la déconstruction et eux-mêmes contaminés. Prendre en compte cette dépense énergétique et celle nécessaire à la *gestion* des déchets pendant l'éternité ne peut aboutir qu'à cette conclusion : l'énergie nette du système électronucléaire, c'est-à-dire l'énergie utilisable moins l'énergie investie, ne peut être que négative et donc sans intérêt pour l'Humanité sur le strict plan énergétique.

Pas plus que pour le stockage de déchets nucléaires, il n'existe de bonne solution pour le démantèlement, c'est l'impasse. Il devient urgent de réaliser et d'admettre que l'ingénierie nucléaire est un échec absolu du savoir de la technoscience, un des plus cuisants et aux conséquences des plus funestes, car elle ne peut défaire ce qu'elle a fait, ni même en atténuer le caractère destructeur, tout en n'apportant rien sur le plan énergétique, que du contraire.

Pour les exploitants et leurs actionnaires, le démantèlement représente une perte sèche et inacceptable dans leur logique financière, d'autant que cette perte s'annonce très supérieure aux montants provisionnés. Tout est bon pour reporter cette dépense, peu importe les risques, d'où la volonté de l'oligarchie politique et financière de prolonger la durée de vie des réacteurs et même, au-delà de toute raison, de redémarrer des réacteurs aux cuves marquées de milliers de microfissures.

Avec l'électronucléaire, nous sommes en état de guerre permanent ! Rien de surprenant, un réac-

teur nucléaire n'étant qu'une variante de la bombe atomique dont on ne sait à l'avance où et quand elle va exploser. Du fait des rayonnements ionisants artificiels produits sans discontinuer par cette technique, les victimes se comptent par millions chaque année³. La guerre ne se limite pas à l'Humanité d'aujourd'hui, elle est également déclarée contre la nature et toutes les espèces vivantes ainsi que contre les générations futures. À cette situation, une seule réponse a du sens : l'arrêt immédiat de tous les réacteurs nucléaires et d'une technique qui n'aurait jamais dû voir le jour, quitte à mettre en place un système de rationnement de la consommation d'électricité.

En 1973, dans un livre fascinant, *Énergie et équité*⁴, le philosophe Ivan Illich écrivait que la consommation d'énergie au-delà d'un certain seuil détruit l'environnement physique et la structure sociale, un avertissement qui n'a pas été entendu et ne l'est toujours pas. Il est urgent de reconnaître que le capitalisme thermo-industriel nous a inévitablement conduits à dépasser très largement ce seuil et que revenir à un niveau individuel de consommation d'énergie limité et changer de paradigme constituent une nécessité indépassable.

Francis Leboutte

³ En 2003, une étude de l'ECRR (*European Committee on Radiation Risk*) estimait que les rayonnements ionisants artificiels étaient responsables de la mort de plus de 60 millions de personnes depuis 1945, rien que pour le cancer. L'édition 2010 de cette étude est disponible en PDF sur www.euradcom.org (*The Health Effects of Exposure to Low Doses of Ionizing Radiation*, Chris Busby, Green Audit Press, 248 pages). Celle de 2003 a été traduite en français : *Recommandations 2003 du Comité européen sur le risque de l'irradiation. Étude des effets sanitaires de l'exposition aux faibles doses de radiation ionisante à des fins de radioprotection*, Éditions Frison-Roche).

Le nombre de décès à travers le monde attribuables aux retombées de l'accident de Tchernobyl, entre 1986 et 2004, est de 985.000, un chiffre qui a encore augmenté depuis cette date. Des 830.000 *liquidateurs* intervenus sur le site après les faits, 112.000 à 125.000 sont morts (*Conséquences de Tchernobyl*, Alison Katz, *Le Monde diplomatique*, décembre 2010, www.monde-diplomatique.fr/2010/12/KATZ/19944).

Les rapports médicaux du Ministère de la Santé et du Comité Tchernobyl notent qu'à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, le nombre des enfants sains au Bélarus est passé de 85 % en 1985 à 20 % en 1999.

⁴ *Énergie et équité*, Ivan Illich. Le Seuil, 1973, 57 pages. L'édition de 1975, avec une annexe de J.-P. Dupuy, est incluse dans les *Œuvres complètes*, volume 1 (Fayard, 2004, 792 pages).

DOSSIER DU MOIS: La simplicité volontaire d'hier... et de Demain

Simone Weil et George Orwell, Précurseurs de la simplicité volontaire

« *Un peuple sans histoire est un peuple sans avenir* » est une phrase souvent reprise. Ne s'appliquerait-elle pas au souhait de pratiquer, en 2016, la simplicité volontaire ? C'est dans cette optique que je vous propose d'évoquer la vie de précurseurs de la simplicité volontaire.

Simone Weil et George Orwell sont fort semblables. Tous deux ont vécu dans la première moitié du XX^{ème} siècle, tous deux étaient des idéalistes forcenés, tous deux se sont engagés dans des luttes sociales, tous deux ont vécu concrètement leur idéaux, tous deux ont voulu partager la vie des plus humbles, tous deux se sont engagés dans les rangs des républicains lors de la guerre civile espagnole, tous deux se sont épuisés à la tâche, tous deux sont morts, beaucoup trop jeunes, de tuberculose, tous deux nous ont laissé des écrits où le concret et la philosophie se mêlent. Tous deux ont donc vécu des vies où la recherche des honneurs et des richesses était absente au profit d'une vie simple et fraternelle.

Simone Weil (1909-1943) est née dans une famille juive d'Alsace. Elle obtient, très jeune, (16 ans) un bac de philosophie et une agrégation de philosophie en 1931. Enseignant dans un lycée, elle se solidarise avec une grève du mouvement ouvrier en lutte contre le chômage et les baisses de salaire. Devenue syndicaliste, elle devient communiste mais antistalinienne. Elle écrit beaucoup dans diverses publications de gauche, séjourne en Allemagne pour tenter de comprendre les raisons de la montée du nazisme et puis se fait engager comme ouvrière dans diverses usines et vit totalement la condition ouvrière.

Des problèmes de santé l'empêchent de poursuivre le travail en usine et elle décide de vivre avec 5 francs par jour, comme les chômeurs. Elle donne une grande partie de ses revenus à des per-

sonnes dans le besoin et verse tout le reste de ses émoluments de professeur à la Caisse de solidarité des mineurs. Elle prend part aux grèves de 1936, milite avec passion pour le pacifisme, refuse la guerre mais s'engage dans les rangs des républicains qui résistent au coup d'Etat de Franco. Blessée, elle doit rentrer en France. Elle se rapproche du christianisme mais ne se convertira pas. Juive, l'arrivée des nazis l'oblige à se réfugier à Marseille et elle participe à la résistance. Après avoir été aux Etats-Unis pour y mettre ses parents en sécurité, elle gagne l'Angleterre où elle travaille pour les services de la France Libre.

Atteinte de tuberculose, elle meurt en 1943, à 34 ans. Selon certains, elle se serait volontairement privée de nourriture, ce qui aurait accéléré sa mort. Elle aurait souhaité faire preuve de solidarité envers ses concitoyens en refusant de se nourrir plus que ce que permettaient alors les tickets de rationnement.

C'est après sa mort qu'on réalisera la profondeur de son travail spirituel et philosophique qui en fera un des penseurs les plus importants du XX^{ème} siècle. A propos de la propriété privée, qu'elle ne rejette pas si elle reste dans des limites modestes, elle dit ce qui suit: « *Là où il y a véritablement une vie, chacun se sent personnellement propriétaire des monuments publics, des jardins, de la magnificence déployée dans les cérémonies, et le luxe que presque tous les êtres humains désirent est ainsi accordé même aux plus pauvres. Mais ce n'est pas seulement l'État qui doit fournir cette satisfaction, c'est toute espèce de collectivité.* » Ce texte est mis en ligne par l'université du Québec⁵.

Georges Orwell (1903-1954), né Éric Blair, est un écrivain anglais, connu pour deux romans toujours très lus, *La ferme des animaux*⁶ et *1984*⁷. Il y décrit des univers totalitaires inspirés du nazisme et du stalinisme. Bien que socialiste, Orwell était un anticommuniste farouche: lors de son engagement dans l'armée républicaine, il a vécu en première ligne la façon abjecte dont les communistes, téléguidés depuis Moscou, ont détruit les bataillons anarchistes et socialistes plutôt que les milices fascistes de Franco⁸.

⁵http://classiques.uqac.ca/classiques/weil_simone/enracinement/enracinement.html

⁶ Orwell Georges, *La ferme des animaux*, Paris, Folio, [1945] 1984.

⁷ Orwell Georges, *1984*, Paris, Folio, 1972.

⁸ Narré dans *Hommage à la Catalogne*, repris avec plusieurs autres courts essais dans *Le Ventre de la baleine et autres essais*, (1940-1944), Paris,

Que dire de *Demain*, le film ?

Big Brother (quasi devenu nom commun), imaginé par Orwell, emprunte beaucoup aux totalitarismes italien (Mussolini), allemand (Hitler), soviétique (Staline) et espagnol (Franco). Déjà depuis 1930, il dénonçait la manipulation des foules par des médias contrôlés par des puissances d'argent ou aveuglés par le soutien non critique de la patrie du socialisme existant, l'URSS. Orwell défendait les valeurs de justice, d'égalité, d'honnêteté. Il admire, dans le petit peuple anglais, la *common decency* (vertus humaines élémentaires telles la loyauté, l'honnêteté, la bienveillance ou la générosité...), la « *décence ordinaire* », qui, au-delà des engagements idéologiques et partisans, définit sur base du simple bon sens, « *ce qui se fait et ce qui ne se fait pas* ». Le philosophe français Jean-Claude Michéa reprend aujourd'hui la notion de *common decency*. Il considère que plus on monte dans la hiérarchie du productivisme néolibéral, plus il est impossible d'être inspiré par des valeurs morales. Il reprend ainsi l'adage états-unien: « *Si vous vivez à Washington et que vous cherchez un ami fidèle, adoptez un chien.* » Orwell a connu la pauvreté et la raconte dans *Dans la déche à Paris et à Londres*⁹. Bien que pacifiste et internationaliste, une fois la guerre engagée, Orwell fut un fervent patriote mais sa santé fragile l'empêcha de s'engager dans l'armée anglaise.

Depuis peu, Orwell revient au-devant de l'actualité. En effet, le néolibéralisme contemporain fait ressembler nos sociétés à Océania, le pays/continent dans lequel vit Winston Smith, le héros de *1984*. Le contrôle des médias dominants par quelques multimilliardaires, la réécriture de l'histoire, la création de nouveaux termes ad hoc pour formater l'esprit des peuples (la *novlangue* d'Orwell), le contrôle permanent de chacun par les nouvelles technologies numériques, tout cela nous rapproche à grands pas d'un monde totalitaire sans « Grand Frère » visible mais d'une efficacité redoutable. Quand un auteur algérien veut nous alerter face au danger de la montée d'un totalitarisme religieux d'inspiration islamique, il titre d'ailleurs son roman *2084*¹⁰.

Alain Adriaens

Editions Ivrea et Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, Fonds Champ Libre, 2005.

⁹ Orwell Georges, *Dans la déche à Paris et à Londres*, Paris, 10-18, 2003.

¹⁰ Sansal Boualem, *2084: la fin du monde*, Paris, Gallimard nrf, 2015.

Les défis à relever par l'Humanité sont bien présentés. Mais d'emblée les réalisateurs ont fait le choix d'une vision positive : c'est-à-dire, dans divers domaines (alimentation, énergies, déchets, gouvernance, éducation) qui correspondent au fonds de commerce du Mouvement Colibris : partir de constats négatifs qui pourraient virtuellement être anxiogènes et les dédramatiser en montrant des solutions en fonctionnement ou en cours de développement.

Pour les transitions (un peu longues), musique joyeuse et images bucoliques, formant contrepoint avec des vues aériennes extraites du film *Home* de Yann Arthus Bertrand, dont la beauté formelle désamorce le caractère effrayant d'une Terre blessée.

Solutions diverses et variées : Villes en Transition, Incroyables Comestibles, monnaies locales, énergies renouvelables, modèle danois du tout renouvelable, zéro déchet, nouvelles entreprises, réappropriation de la gouvernance par les citoyens, nouvelle éducation en Finlande.

Ce traitement pourra satisfaire le grand public qui ne connaît guère ces sujets en profondeur (mais ira-t-il voir ce film ?), ainsi que ceux qui ne demandent qu'à être convaincus. Mais qu'en est-il pour le public généralement plus exigeant des décroissants et autres objecteurs de croissance ? Là, le bilan est plus mitigé.

Il faut regretter qu'à aucun moment il n'est fait allusion à la déplétion des ressources, et que la critique de notre mode de vie et de notre système économique est pour le moins légère.

Quelques exemples :

- Dans la présentation du modèle danois qui fait la part belle à l'éolien, au photovoltaïque et à la biomasse, on ne parle à aucun moment de la dépendance des deux premières techniques aux terres rares (dont le nom dit bien leur rareté), ni de la nécessité de réduire nos besoins en énergie.

- On nous présente la stratégie « zéro déchet » de San Francisco. Tout à fait louable. Mais aucune réflexion sur le sens de faire appel à une débauche de machines gourmandes en énergies fossiles pour recycler une montagne de déchets, qu'il serait bien préférable d'abord de ne pas produire.

- Les nouvelles entreprises sont, nous dit-on, respectueuses de l'environnement, responsables so-

cialement et locales. Là-dessus, on nous présente une société du nord de la France sensée être dotée de ces qualités, avec un sens pour le moins ténu de l'esprit critique. Ces 3 éléments sont bien présents, oui mais on ne dit pas que l'ultra-technologie employée, qui permet d'améliorer la productivité, a pour corollaire un nombre d'emplois plus réduits. On nous parle d'une entreprise locale destinée à rester petite, mais on nous montre des bâtiments et une production énormes. Sans aucun questionnement sur le sens d'une telle production (des enveloppes) et de notre modèle économique.

Stoppons là. On pourrait continuer. Pourtant *Demain* n'est pas sans mérites.

L'agriculture biologique y est bien présentée comme pouvant nourrir décemment une humanité plus nombreuse encore, à condition d'abandonner l'agriculture industrielle et de réduire nos besoins en viande.

On y découvre des initiatives intéressantes, comme ce maire indien intouchable qui réussit à faire évoluer la gouvernance de sa ville vers un mode participatif, et même à impliquer des brahmanes pour faire évoluer des bidonvilles.

Le chapitre consacré à l'éducation a le mérite de montrer un autre modèle éducatif (en Finlande) et qui marche. Les enseignants et les enseignés semblent ravis.

Bilan mitigé de mon point de vue, mais au moins on ne sort pas désespéré du cinéma. L'initiative a du mérite : présenter les défis et montrer qu'il est possible et nécessaire d'agir. Et que ce sont les citoyens d'abord qui doivent être aux manœuvres.

Jean-Luc Fransen

LE COIN POLITIQUE

L'institution citoyenne Et collective du politique

La politique, cette chose essentielle
qui nous échappe...

Politique, terme vaste, redondant parfois, associé bien souvent à une lutte de « professionnels » auxquels le citoyen éprouve du mal à s'identifier.

Politique, terme crucifiant par une colonisation subtile de retournement de sens les imaginaires sur le pilori de l'élection et de la société de consommation. Il semble que ceci constitue la croix à porter d'une modernité désubstantialisée de son contenu le plus important : la part responsable des individualités et des collectivités qui en découlent.

Pourtant, le mot *politique* possède, au sein de sa racine étymologique, une connotation qui renvoie moins à une professionnalisation de la pratique de quelques-uns qu'à une entité terminologique se rapportant aux chacun. Voici le reflet de cette racine : « *Politique* », du latin « *politicus* », issu du grec ancien « *politikos* (cité) », composé de « *πολίτης* » « citoyen ».

Plus précisément, ce terme comporte trois significations qui découlent de la *démocratie Athénienne* : une première qui vient de « *politikos* », terme que nous avons déjà évoqué. Une deuxième, issue de « *politèia* », qui relie la citoyenneté au mode d'organisation d'une cité ou d'une société donnée. Enfin, le sens reconnu comme le plus restreint mais celui que tout individu éprouve avec plus ou moins d'amertume, « *politikè* », qui se réfère au pouvoir et plus spécifiquement à la pratique de ce dernier notamment par la lutte des divers organes le composant, comme les partis politiques ainsi que leurs représentants.

Nonobstant le court-circuitage, le fossé dont la faille de plus en plus béante sépare d'une manière saillante le citoyen du politicien, nous pouvons constater que la *politique* reflète dans son essence quelque chose ayant un rapport direct avec la citoyenneté c'est-à-dire à l'individu vivant dans un système institué précis. Dans ce sens la *politique* peut, se devrait être vue et appliquée comme l'organisation d'une cité par les citoyens qui la constituent, c'est-à-dire une pratique qui ne rebute pas les consciences mais qui découle des pensées et des agir de chacun. Bref, une *politique* qui ne mystifie par la collectivité -notamment par l'élection - mais qui lui appartient.

L'agir quotidien comme acte politique

Une *politique* dont le sens serait perlaboré, enclenchant dans les consciences une reviviscence de son essence propre et recouvrant par de fait son identité, serait à percevoir comme une entité abstraite reliée au mode de fonctionnement concret des individus qui habitent une société. Par exemple, si nous admettons que la *politique* ren-

voie au mode de fonctionnement ainsi qu'à l'organisation d'une société par les citoyens qui la constituent, nous pourrions considérer, à la base des bases, que les actes quotidiens de ces citoyens, c'est-à-dire de vous et moi, ont une valeur politique en soi.

En effet, l'individu social, faisant partie d'un système plus large dont il a ou pas conscience, influence maigrement certes mais influence tout de même de par sa manière de se mouvoir le système en question. Pour le dire ou plutôt pour l'écrire autrement, le capitalisme ne pourrait pas exister sans le consentement et la participation tacite d'un très grand nombre de personnes à sa pérennisation.

Cependant, le problème n'est pas si simple que cela. Il nous faut pour en comprendre le fondement subtil souligner l'existence d'actions individuelles qui dépassent très largement le cadre même de leur réalisation.

De même qu'un soldat guerroyant contre l'armée allemande lors de la seconde guerre mondiale n'avait pas conscience que, par son action et à son échelle, il participait à l'institutionnalisation de l'union européenne, un citoyen issu de la société de la marchandisation et de consommation n'a pas conscience qu'en achetant un coca-cola il participe, par son action et à son échelle, à la capitalisation de la société moderne. Le but de la démarche du citoyen se rendant dans une grande surface et achetant la bouteille de soda noir aux allures de sang indien est subjectivement de se délecter de ce breuvage. Cependant, s'il n'en a pas conscience, ce citoyen ne peut prendre en considération que cet achat banal alimente, maigrement certes, mais alimente tout de même, une industrie se trouvant à mille lieues de lui et pompant l'eau de nappes phréatiques des villages sud-américains afin d'alimenter les usines de fabrication du soda en question.

La consommation comme la *politique*, à l'époque de la modernité, trouvent ici un point en commun dans le sens où une notion d'écartèlement des consciences individuelles de leur objet semble en partie définir notre mode de fonctionnement social ; le citoyen moderne ne se sent plus concerné par la *politique*, le consommateur n'a pas conscience qu'à l'autre bout de la chaîne reliant sa démarche d'acheter une boisson à la production de cette dernière se trouve des milliers de villageois subissant une pénurie d'eau.

De fait, et il ne s'agit pas ici de rentrer dans un discours culpabilisant mais d'exhorter à la responsabilisation citoyenne, il ne s'agit pas non plus de nier l'immense complexité de notre système en simplifiant à outrance le débat, il semble que certaines actions individuelles peuvent représenter en elles-mêmes un *acte politique*, comme une croix inscrite sur un bulletin de vote.

L'agir quotidien, concept nécessaire mais non suffisant à une révolution globale

J'écris en ce moment ces lignes par l'intermédiaire d'un ordinateur dont je tairais la marque mais qui, de toute façon, ne nous voilons pas la face, a été confectionné à l'autre bout de la planète par des ouvriers chinois percevant un salaire de misère. Le journal que vous êtes en train de lire parvient jusqu'à vos rétines grâce à la création d'un immense réseau de câbles reliant diverses parties de la planète, réseau alimenté par une somme d'énergies colossale dont l'empreinte écologique ferait pâlir le plus écolo des humains. De même, un consommateur se nourrissant exclusivement d'aliments vendus dans le commerce local et ne roulant pas en voiture pour des raisons écologiques se verrait lui aussi contraint de constater que ces aliments qu'il achète, même s'ils ne viennent pas du Pérou, ont été pour une part d'entre eux acheminés par un transport motorisé quelconque alimentant, par de là et d'une certaine manière, les industries pétrolières, un des puissants symboles de la société capitaliste ainsi que du caractère belliqueux de certains Etats. Cet état de fait devrait retentir dans les consciences non pas comme une raison d'abdication des idées révolutionnaires mais faire constater que le monstre social tel qu'il est institué est gigantesque et qu'un simple changement des habitudes quotidiennes ne suffira pas à le mettre à genoux. De même, être un citoyen responsable ne pourra jamais se réduire à bien consommer.

Même si je considère la transformation des consciences individuelles ainsi que leur mise en praxis comme une prémisses essentielle et nécessaire à une révolution digne de ce nom, ceci ne pourra être suffisant pour la raison que nous venons de citer ci-dessus ; nous sommes toutes et tous englués dans une machinerie sociale dont les rouages sont titanesques. Certes, nous alimentons ces rouages et, un changement d'alimentation, par exemple, est louable, mais la somme des changements individuels ne pourra jamais suffire

à une modification conséquente de la société car cette dernière représente, en fait, bien plus que la somme des individualités qui la constituent. Tout comme le psychisme, elle ne peut être réductible à la somme de ses parties pour la simple et bonne raison qu'elle est régie par un principe intime-ment lié à elle-même : l'aspect dynamique de la collectivité. Pour être clair, enfin je l'espère, le fonctionnement ou la transformation d'une société donnée ne peut être défini par la simple juxtaposition des mouvements individuels au sein de cette société. Si nous arrêtons tous de consommer coca-cola, cela n'empêcherait pas cette multinationale de changer subrepticement de nom et de se reconvertir dans le bio-capitalisme.

Individus sociaux, nous n'existons pas indépendamment de ce et ceux qui nous entoure, mais le tout n'est pas l'égal de la somme des parties. Nous ne pouvons comprendre par exemple le fonctionnement du corps humain ou du psychisme en juxtaposant grossièrement l'ensemble des cellules ou des instances psychiques qui composent ces deux entités car ces cellules ou instances psychiques entretiennent entre elles des relations d'un aspect dynamique particulier qui donne lieu au vivant. Il faut certes des cellules et des instances psychiques pour que la vie prenne son envol mais ce n'est pas suffisant. De même, il faut des habitudes individuelles revisitées pour qu'un changement collectif d'ampleur se produise mais ce n'est pas suffisant. Il faut, aussi et surtout, que les individualités soient associées, combinées d'une certaine manière et qu'elles entretiennent entre elles, de par leur aspect dynamique particulier, une relation particulière.

De fait, une prise de conscience individuelle ainsi qu'une mise en acte de cette dernière par un changement dans les habitudes de consommer, de travailler ou de se déplacer ne semble pas suffire pour une révolution globale; un foisonnement des regroupements collectifs comme les initiatives citoyennes - Le mpOC en est un exemple probant-pourraient s'y adjoindre ainsi qu'un projet politique réel avec en corollaire une reprise en main des affaires qui concernent le citoyen. Pris isolément, aucun de ces principes ne peut faire survenir une révolution réelle de nos états institués. Seul leur agencement dynamique aura le pouvoir de créer cette vague déferlante que nous attendons tant.

La créativité comme outil de décolonisation des imaginaires et d'institution collective de la société

Bien que le monde tel qu'il est présenté concrètement à nos consciences façonne notre manière de penser et d'agir, le monde tel que nous le connaissons résulte en partie de notre façon de penser et d'agir. Il existe par de fait une intrication subtile entre ces deux composantes. Si certains choix ne sont pas dictés par la conscience, si certaines situations sont, au premier abord, subies car ne découlant pas de notre volonté propre comme par exemple le fait de naître dans telle famille ou dans telle culture, nous ne sommes pas moins dépositaires d'un principe inhérent à notre condition humaine. Ce principe que nous personnalisons au quotidien se présente à nous par la manière dont chacun va se débrouiller, faire avec, porter et/ou créer sa croix.

Si certaines composantes de l'existence, traumatisantes parfois et découlant pour la plupart de la période infantile de l'être, semblent inévitables et non choisies, il en revient à l'être de s'approprier ou non le contenu vécu afin de le transformer. Là réside peut-être la part substantielle d'individualité de chacun et sa possibilité d'émancipation, sa sublimation. La société dans laquelle nous sommes nés, sa manière de fonctionner a certes colonisé les imaginaires par l'intermédiaire de certaines inepties mais nous restons libres de transformer à notre tour cette représentation imaginaire de la société.

Pour cela, une part de créativité individuelle et collective semble indispensable. Je ne parle pas ici de cette créativité vouée à l'artiste mais de la capacité, dont chacun est doté, de ne pas subir le mode de fonctionnement institué.

Cette part créatrice, liée à l'envie profonde de sortir de l'hétéronomie et qui ne se contente pas uniquement de remettre en cause par le discours, mais qui s'inspire de la construction, de la part subjective de chacun ainsi que de la création individuelle et collective afin de peindre en toute responsabilité les toiles de ce monde.

Kenny Cadinu

ÉCONOMIE ET DÉ- CROISSANCE

Réponse de Jean-Marc Nollet

Suite à notre lettre ouverte (cf. édito de notre *Escargot Déchaîné* n°26) à Jean-Marc Nollet, nous avons reçu de sa part une réponse que nous vous transmettons ci-dessous.

Date: Sun, 29 Nov 2015 21:49:52 +0100

From: jean-marc.nollet

Cher François,

Permetts-moi tout d'abord de remercier mon ami Alain sans qui cette lettre ouverte ne serait probablement jamais arrivée à son destinataire. Je n'aurais dès lors pas eu l'occasion de te répondre (notamment) que: bien entendu je pense sincèrement ce que j'ai dit et qui a été retranscrit dans *La Libre* du 9 septembre.

Non seulement je le pense (mon discours n'était effectivement pas particulièrement un plaidoyer pour la décroissance) mais je l'assume: nous devons mobiliser le plus largement possible pour passer le plus vite possible d'une économie linéaire à une économie circulaire. Tout comme j'assume également le fait que nous devons, notamment et simultanément, 'définanciariser' l'économie; redistribuer les revenus et les temps et ce faisant revaloriser la (place de la) sphère autonome; nous appuyer sur de nouveaux indicateurs davantage qualitatifs (dont l'empreinte écologique); lutter contre l'obsolescence organisée; décloisonner les savoirs; respecter bien davantage la nature et ses rythmes (mais cela, à terme, on n'aura de toute façon pas le choix: la planète survivra; l'humanité par contre...); promouvoir davantage la parité effective; etc.

Je suis attristé de me rendre compte que dans le concept d'économie circulaire tu ne vois "que" le principe du "non-gaspillage". Même si, comme toi, j'estime extrêmement important de partir de là où sont les gens (la "première marche", pour reprendre ton expression), sache que pour ce qui me concerne, l'économie circulaire recoupe un champ d'actions politiques et citoyennes beaucoup plus large.

Un modèle linéaire présuppose en effet que les ressources naturelles sont abondantes, disponibles et éliminables à peu de frais et sans externalité négative. Un modèle circulaire prend selon moi en considération la rareté croissante des ressources premières, les limites de la planète et toutes les externalités. Un modèle linéaire s'appuie sur le court-termisme (bien souvent financier) et les longues distances (bien souvent polluantes). Un modèle circulaire inverse les polarités du couple «temps/distance»: ce sont les circuits courts et les temps longs qui sont privilégiés.

Dans une économie linéaire, le système perd de la valeur à chaque étape. Dans une économie circulaire, il conserve voire ajoute de la valeur à chaque étape. L'économie circulaire est pour moi un concept qui englobe notamment (1) la réduction de déchets en amont par l'éco-conception des produits, (2) l'échange de ressources secondaires entre entreprises (l'écologie industrielle, où le déchet d'une production est recyclé en matière première d'une autre production), (3) le remplacement de la vente de produits par la vente de services ou la location (économie de fonctionnalité), peu génératrices de déchets, (4) le réemploi, (5) la réparation, (6) la réutilisation et enfin (7) le recyclage.

Comme tu peux le deviner, c'est bien le modèle économique lui-même qui doit être interrogé complètement à partir de là; en ce compris nos modes de production et de consommation. Comment pourrait-il en être autrement quand nous regardons les différentes crises que nous traversons (sociale, économique et écologique)?

Quant à la décroissance, si, ni dans l'article ni en dehors je n'en fait un "combat" à part entière (pourquoi faudrait-il remplacer un dogme par un autre ?), j'appuie ma réflexion par le "constat" de plus en plus partagé que nous devons à tout le moins nous préparer à vivre dans un monde à faible croissance. Et ce d'autant plus si on accepte, comme c'est mon cas, de considérer l'économie comme enchâssée dans les limites de notre planète.

Voilà, j'espère sincèrement que ces quelques éléments de réponse t'auront permis d'entrer un peu plus en profondeur dans ma réflexion que ce que tu as retenu de mon interview à *La Libre*. Qui sait, ces éléments t'auront-ils même peut-être rassuré par rapport à ce que je "pense sincèrement"...

Si tel n'était pas le cas, sache que je reste bien entendu disponible dans la mesure de mes possibilités pour poursuivre cet échange inachevé sous d'autres formes. Mais entre-temps, cette réponse étant tout aussi ouverte que la lettre, je compte sur toi pour qu'elle puisse arriver aux mêmes destinataires.

Bien à toi et belle soirée: le combat pour un monde plus juste et une terre plus verte se poursuit.

Jean-Marc (Nollet)

Réponse de François Lapy

Cher Jean-Marc,

Merci pour cette réponse qui montre une vraie considération par-rapport à mon écrit.

Les phrases que j'ai écrites ne t'ont pas convaincu. C'est dommage.

Pour moi, la décroissance n'est pas un dogme. La croissance non plus d'ailleurs, pas plus que l'économie ou l'écologie. Le modèle croissanciste est un modèle économique (et j'insiste, modèle économique qui n'a rien de naturel) qui a apporté d'énormes bénéfices pour l'espèce humaine au cours des deux-trois siècles passés. Malheureusement, ce modèle a apporté en parallèle énormément de méfaits (en particulier la destruction de notre milieu environnemental). Je suis convaincu que, compte tenu de la teneur et de l'intensité de ces méfaits (cfr. le réchauffement climatique), nous ne pouvons garder le modèle croissanciste, ni même l'adapter à la marge pour en diminuer les dégâts collatéraux. Nous ne pouvons également pas nous dire que, face aux problèmes d'inégalités sociales, etc., nous pouvons encore nous permettre de continuer avec le modèle croissanciste, le temps d'équilibrer tout cela. Nous devons passer à un autre modèle. Les décroissants, les objecteurs de croissances - pour moi, c'est synonyme - proposent des pistes. Ils n'auront, certes, peut-être pas raison. Ils n'auront peut-être jamais l'occasion d'éprouver leur modèle *in situ*. Mais ils proposent au minimum une nouvelle porte de sortie à l'impasse du modèle d'une société en croissance, qui par son fondement même aboutit à une aberration. (Je te rappellerai la citation bien connue de Kenneth Boul-

ding « *Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* ».)

En te remerciant encore pour ta réponse et, comme tu l'as suggéré, je transmettrai ta réponse à nos lecteurs (dont acte),

François Lapy

Peut-on réconcilier croissance et Environnement ?

Lors du 21^{ème} Congrès des économistes, j'ai assisté aux travaux de la commission 3 titrée «*Peut-on réconcilier croissance et environnement ?*». Ce n'était pas la commission la plus fréquentée mais nous étions une bonne quarantaine. Parmi nous, à côté des économistes, il y avait pas mal d'écologistes, repérables au fait qu'ils s'embrassaient, contrairement au premiers qui se serraient la main.

Le premier intervenant, un membre du *SPF Santé publique*, nous a parlé des impacts de la transition, souhaitée, vers une économie bas carbone. Beaucoup de chiffres des conséquences sur le PIB et l'emploi (meilleurs résultats pour les renouvelables que le nucléaire et la séquestration du CO₂). Il a reconnu que les changements culturels et de choix de mode de vie, pourtant essentiels, n'étaient guère étudiés. La nécessité d'une approche participative, aussi bien pour les modifications technologiques que comportementales est soulignée.

Un responsable de la stratégie environnementale de l'OCDE a clairement indiqué que leur but était d'atteindre une croissance supérieure grâce à une politique environnementale «adéquate» (!). Il ne faudrait cependant pas que l'environnement entrave la concurrence et le développement des entreprises (jeunes et dynamiques, évidemment). L'avantage des contraintes environnementales serait qu'elles mettraient en faillite les firmes peu productives, ce qui amènerait une modernisation. Pas grand-chose à espérer du côté de l'OCDE...

Un doctorant de l'Université de St-Louis de Bruxelles a abordé la question de la courbe environnementale de Kuznets, théorie des croissancistes qui voudrait que plus la croissance monte,

plus l'impact environnemental diminue. Si, si, certains font semblant d'y croire. Le doctorant constate que cette hypothèse n'est pas vérifiée pour la production de CO₂, sauf si on délocalise les industries. Fallait-il des études économiques pour arriver à une telle conclusion ?

Le professeur Rotillon, économiste français à la retraite, a donné un exposé non académique, basé sur la lecture d'études économiques faites par d'autres (ce qui s'appelle une méta-analyse). Il constate que si, pendant 200 ans, la croissance fut positive, elle ne l'est plus aujourd'hui car elle crée des pollutions très néfastes et détruit la biodiversité. Il faut donc trouver des solutions. Les réponses technologiques n'apparaissent pas pertinentes car elles créent de nouveaux problèmes (le remède est aussi poison: *pharmakon*). Les changements institutionnels (gouvernement mondial ?) semblent hors d'atteinte et le changement anthropologique est donc à privilégier. S'il rejette le transhumanisme, le recours à l'éducation lui paraît comme très important. La prise de conscience est urgente mais il regrette l'absence d'une force sociale qui pousse à changer les modes de vie. Il ne se doute pas que le mpOC prépare en secret le vaste mouvement social qu'il souhaite. C'est symptomatique qu'il faut qu'il soit à la retraite pour qu'un économiste se mette à tenir des propos que nous pouvons applaudir.

Le professeur Godard, de l'école polytechnique de Paris, nous a présenté une analyse très «politique» du conflit croissance/ environnement. Selon lui, si la croissance est si négative pour l'environnement, c'est à cause de «failles institutionnelles». Il reconnaît que le développement durable n'a pas fait avancer vers des améliorations. Il prône dès lors le développement durable version forte, plutôt que la croissance verte. Il n'aime pas la décroissance car il pense que celle-ci amènerait des conflits sociaux. S'il admet quand même que ce sont les riches qui polluent et admet qu'il convient de réduire les inégalités, il n'accepte qu'une «modération» de la croissance. Il rejette pas mal de pistes de solution (épuration naturelle, technologies mégalo d'«apprentis-sorciers», adaptation aux changements (climatiques)) qui mènent à une insensibilisation de la population en général. Pas vraiment d'issues donc, puisqu'il ne sait pas qu'un des premiers objectifs des objecteurs de croissance est la décroissance... des inégalités.

Un économiste de Katholieke Universiteit te Leuven a mis en avant l'intérêt de l'économie circulaire (J.M. Nollet serait content) mais quand il entre dans les détails, on constate qu'il parle de recyclage, de réutilisation pour boucler les processus trop linéaire. Or, ces méthodes sont défendues par les écologistes depuis 40 ans. Il espère que le prix des ressources naturelles incitera au soutien de l'utilisation des matières récupérées mais il faut bien constater que l'évolution, depuis un an ou deux, va à l'exact opposé. Il met en évidence ce qui freine une évolution plus rapide dans le sens de la circularité de la production/consommation : peur du manque de qualité des produits recyclés, manque d'audace du politique qui n'ose pas interdire, influence négative des lobbies industriels... On ne peut que lui donner raison sur ces points.

Enfin vient une femme, Marion Courtois de Bruxelles-Environnement, qui nous a parlé de l'économie de fonctionnalité qui consiste à soutenir l'usage de produits sans passer nécessairement par leur possession. Depuis les voitures Cambio jusqu'à la location plutôt que la vente de pneus par Michelin, en passant par des décors de théâtre réutilisables tels des «lego», des tas d'exemples prouvent que dans l'économie de fonctionnalité les vendeurs ont intérêt à mettre sur le marché des produits solides et pas programmés pour une obsolescence rapide. La transition est toutefois lente et si les entreprises ressentent un besoin d'aller dans le sens de la fonctionnalité, elles peinent à avancer. Il faut donc un soutien des pouvoirs publics qui peuvent donner l'exemple dans leurs propres commandes, peuvent mener des campagnes de sensibilisation, peuvent subsidier les expériences naissantes. Un projet pilote allant dans cette direction est en cours, liant l'Union des Classes moyennes et la Région de Bruxelles-Capitale.

Dernier intervenant, Tom Bauler de l'Institut de Gestion de l'Environnement (IGEAT/ULB), a souligné le rôle de l'innovation sociale (IS). La société civile, les citoyens motivés, ont toujours eu un rôle majeur dans l'innovation sociétale. Aujourd'hui, les GAC, GASAP, SEL et autres AMAP créent des alternatives prometteuses. Mais cette activité dite «interstitielle», entre le marché et l'Etat a une spécificité de niche qui est parfois empêchée de se développer. Soit elle est récupérée par les autorités publiques (comme le furent les mutuelles, les assurances santé, emploi, vieil-

lesse devenues la sécurité sociale, les centres de planning familial, l'éducation à l'environnement...). La dynamique de la société civile est alors perdue mais stabilisée et devient « normale », voire dominante. L'économie sociale et solidaire se développe aujourd'hui et il ne faudrait pas qu'une institutionnalisation casse son expansion. Quand on voit que BNP-Paribas fait sa pub sur les placements éthiques, on se dit que le *greenwashing* du privé est tout aussi dangereux... L'intervenant conclut cependant que ces initiatives « à la base » laissent espérer la promesse d'une multiplicité des types d'actions favorables à des alternatives différentes de l'économie capitaliste classique.

En conclusion, je considère que ce qui s'est passé ce 26 novembre 2015 était encore inimaginable il y a à peine un an ou deux. L'économie classique est sur la défensive, elle tente de concilier ses tendances d'exploitation maximale et extractivistes, qui épuisent hommes et nature, avec l'obligation urgente de changer de système si l'on veut garder une chance de maintenir une civilisation digne et porteuse d'espoir. On peut douter qu'elle parvienne à remplir cet objectif et estimer dès lors qu'il faudra remettre l'économie à sa place de moyen et non pas de fin et remplacer son hégémonie par celle des valeurs humaines aujourd'hui négligées.

Alain Adriaens

A LA RENCONTRE de...

François Sonnet,

Initiateur du projet

Le champ des possibles

Avec notre rubrique *A la rencontre de...*, nous interviewons ceux et celles qui, dès aujourd'hui, sont créateurs et créatrices d'avenir. Pour ce numéro, nous avons décidé de rencontrer François Sonnet, initiateur du projet *Le Champ des possibles*.

Le projet *Le champ des Possibles* est un projet de maraîchage agro-écologique en auto-cueillette.

Dans ce projet, l'agriculteur s'unit aux consommateurs finaux sur le modèle de l'ASC (agriculture soutenue par la communauté).

François Lapy (FL) : Bonjour François, peux-tu m'en dire plus sur le projet *Le Champ des Possibles* ?

François Sonnet (FS) : *Le Champ des Possibles*, c'est un projet de maraîchage diversifié en autocueillette. Les gens viennent cueillir eux-mêmes leurs légumes. Dans ce projet également, les gens payent un abonnement à l'année pour l'ensemble des légumes qu'ils auront pendant toute l'année.

Pour ce projet, je me suis inspiré d'un autre projet que j'ai vu et appris à connaître lors de ma formation. Je devais faire deux stages, j'en ai fait un au CRABE et un à l'« Open Veld », à Oud Heverlee. « Het Open Veld » est un projet de maraîchage de type CSA, similaire à celui que je développe, lancé par Tom Troonbeeckx, il y a plus de 8 ans. Et ce projet fonctionne bien. J'ai voulu m'en inspirer. En Flandre, il y a environ 30 maraîchages qui fonctionnent selon ce principe (soit via un système d'autocueillette, soit via un système de panier distribué) mais, à ma connaissance, je suis un des premiers à me lancer là-dedans en Wallonie.

Il faut dire que les activités de maraîchage n'apportent pas facilement un salaire. Et le principe par lequel les participants paient un abonnement pour l'année est vraiment une bonne manière de soutenir un agriculteur qui se lance. Ce qui est important dans les projets de type CSA, c'est d'avoir un soutien des consommateurs. C'est dans l'esprit des AMAP en France.

Un autre élément important dans ce projet de maraîchage en autocueillette, c'est d'être situé en bordure de ville. Ici, nous sommes bien mis. C'est à Jupille, près de Liège.

Bref, le projet est bien lancé. Il se met bien en place. On a labouré et chaulé le champ.

FL : A quel public ce projet s'adresse-t-il ?

FS : Le public visé est un public de proximité. L'idéal, c'est d'habiter autour du centre de Liège pour pouvoir aisément se rendre au champ. Mais, actuellement, vu qu'on se lance seulement, tout le monde est le bienvenu : amis, connaissances, etc. [rires].

Actuellement, le public participant est malgré tout un public de convaincus. Idéalement, j'aimerais à terme m'adresser à toutes les classes de la popula-

tion, notamment à certains jeunes de la cité située à proximité de mon champ. Malheureusement, ce n'est pas facile, notamment à cause de la barrière du forfait à verser au début de l'année. Mais j'envisagerai dans le futur également d'autre type de collaboration.

FL : Dans ce projet, la place des consommateurs-membres-récolteurs semble importante. Quels sont leurs rôles ? Quels sont les avantages ?

FS : Il est vraiment important de noter que participer à ce projet en tant que consommateur, c'est vraiment soutenir un agriculteur qui se lance. Ce n'est pas seulement passer de temps en temps au champ mais c'est surtout participer, tant financièrement que physiquement.

Les avantages pour les consommateurs, c'est d'avoir des produits, j'espère [rires], de qualité, cultivés de manière bio. J'espère aussi redynamiser le quartier et montrer aux familles, notamment aux plus jeunes, les manières de se reconnecter à la terre.

Bref, les membres, ce ne sont pas des clients mais vraiment des coopérateurs et l'accent est mis sur l'échange.

FL : La dernière fois que l'on s'est rencontré, tu m'avais parlé d'un changement radical dans ta carrière professionnel et je te retrouve dans ce projet. Est-ce lié ?

FS : J'ai été commercial pendant 10 ans et je me suis fait licencier. Je n'ai pas mal vécu ce moment et j'ai profité de cette « occasion » pour faire ce changement de carrière radical, me lancer dans des études d'agriculture et lancer ce projet de maraîchage en autocueillette. Pendant cette période, j'ai également participé au lancement de Vega. Mais j'ai eu l'envie d'aller plus loin que de la simple militance. Ce nouveau boulot entre vraiment en accord avec mes convictions. C'est un projet plus « palpable » que la militance. Il y a assurément moyen de faire des réelles choses en plus de cette manière.

Le maraîchage, malgré ses difficultés, c'est vraiment un boulot palpitant et essentiel pour la vie car il est lié à l'alimentation. Il faut reprendre notre autonomie en ce qui concerne notre alimentation et ce projet le permet.

Mon grand-père, qui était agriculteur, m'a également marqué et je ressens l'impression de reprendre un peu le flambeau même si il travaillait dans un autre type d'agriculture.

FL : Et le mpOC dans tout cela ? Pour toi, que peut apporter le mpOC ?

FS : Le mpOC, c'est de la militance, c'est toucher les gens. C'est très important. Malheureusement, on parfois l'impression de rester entre soi, entre convaincus. Mais le mpOC, notamment le mpOC-Liège a certainement un rôle à jouer dans la diffusion des idées de la décroissance.

La voie de la décroissance me paraît être la voie à suivre. J'ai entendu parler de la décroissance lors d'une émission radio et j'ai été convaincu. J'ai été présent au début du mouvement, au lancement du mpOC. J'y ai milité pendant plusieurs années.

Il est donc important que certains militent. Et il est également très important que d'autres puissent agir. Et pour l'instant, je sens que dans mon projet, j'agis dans le bon sens. J'espère vraiment, pour cette raison, que ce projet de maraîchage dans lequel j'agis va marcher.

FL : Une dernière question... Quelle question aurais-tu souhaité qu'on te pose ? Et quel aurait été ta réponse ?

FS : Question difficile... Oufi [Sic], c'est dur... On va en rester là... [Rires]

FL : Grand merci pour toutes ces réponses et en te souhaitant toutes les bonnes choses du monde pour la réussite de ce projet. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à visiter le site du Champs des Possibles, <http://champdespossibles.be/> ou de contacter directement François Sonnet info@champdespossibles.be.

AGENDA

Samedi 5 mars 18:30-21:30

Conseil politique du mpOC.

Pour rappel, notre conseil se tient tous les deuxièmes jeudi pour les mois pairs et tous les premiers samedi pour les mois impairs. Ce conseil est ouvert à tous les membres qui en reçoivent d'ailleurs l'ordre du jour

Maison de l'écologie, rue Basse Marcelle à 5000 Namur

Mardi 16 février 19:30-22:00

De la barbarie à l'utopie :
troisième soirée

Projection / Atelier / débat autour de la simplicité volontaire et de la décroissance. De la barbarie à l'utopie est un cycle de 4 documentaires-débats autour de différentes thématiques allant de l'insoutenabilité de notre système économique, voir même de sa violence, à ce que Serge Latouche nomme l'« *utopie concrète de la décroissance* ».

Auditoire à déterminer, Louvain-La-Neuve

Lundi 7 mars 20:00-22:00

Débat sans conférence

Chaque premier lundi du mois à LLN, les Pirates du Brabant wallon et les Objecteurs de croissance se réunissent pour débattre d'un sujet qu'ils conviennent ensemble d'une fois à l'autre défensive, elle tente de concilier ses tendances d'exploitation maximale et extractivistes qui épuisent hommes et nature avec l'obligation urgente de changer de système si l'on veut garder une chance de maintenir une civilisation digne et porteuse d'espoir. On peut douter qu'elle parvienne à remplir cet objectif et estime dès lors qu'il faudra remettre l'économie à sa place de moyen et non pas de fin et remplacer son hégémonie par celle des valeurs humaines aujourd'hui négligées.

Maison du Développement durable, 1248 Louvain-la-Neuve, place Agora

Mercredi 9 mars 19:00-22:00

Exposé-débat - Démographie et environnement : surpopulation ou maîtrise de la natalité ?

Avec Denis Garnier, président de l'association française Démographie Responsable.

Les données chiffrées (anciennes, actuelles et à venir)

Les rapports entre la démographie et l'environnement (pénuries diverses, réchauffement, biodiversité,...)

L'empreinte écologique mondiale et celle de certains pays (dont la Belgique)

Les remèdes éventuels

Si vous pensez que la surpopulation n'est pas une question ou est une question sans importance, ceci vous fera peut-être changer d'avis :

Organisé par le mpOC-Liège avec le soutien d'Attac-Liège...

Prix libre (de 0 € à plus).

Liège, à la salle Wittert de l'Université de Liège, 7 place du XX-Août.

Mardi 15 mars 19:30-22:00

De la Barbarie à l'utopie :
quatrième soirée

Dernière soirée du cycle "De la Barbarie à l'Utopie" avec pour thématique les relations "Nord-Sud". Plus de détails suivront.

De la barbarie à l'utopie est un cycle de 4 documentaires-débats autour de différentes thématiques allant de l'insoutenabilité de notre système économique, voir même de sa violence, à ce que Serge Latouche nomme l'« Utopie concrète de la décroissance ».

Auditoire à déterminer, Louvain-La-Neuve

Dimanche 17 avril 10:00-18:00

Pas de terre sans paysans, pas de paysans sans terre

Journée d'actions en Belgique pour l'accès à la terre.

Le 17 avril 1996, 19 paysans du mouvement sans terre du Brésil étaient assassinés par des tueurs à la solde de grands propriétaires terriens.

En mémoire de leur combat, Via Campesina a déclaré le 17 avril Journée mondiale des luttes paysannes. Partout dans le monde, les paysans, - qui forment plus de la moitié de la population de la terre, - sont touchés par le rouleau compresseur des multinationales de l'agro-alimentaire et des gouvernements complices.

Chaque année, le 17 avril est une occasion de sensibiliser la population aux luttes paysannes d'ailleurs et d'ici. Lire la suite sur le site de Luttes paysannes.

Voir aussi l'annonce de la coordination européenne de Via Campesina pour l'action de 2015.

Infos (à venir) à propos des actions sur luttespaysannes.be et le site de la [Ceinture Aliment-Terre liégeoise -> <http://www.catl.be/> .

Dimanche 24 avril 14:00-18:00

Pas d'avions de chasse

La plateforme Pas d'avions de chasse invite tous les citoyens belges à venir manifester contre cette

dépense inconsidérée que notre gouvernement s'apprête à faire.

Une initiative de CNAPD, Agir pour la Paix, Intal, Pax Christi Vlaanderen, Vredesactie, Vrede vzw. Avec le soutien du mpOC et de nombreuses autres associations.

N'oubliez pas de signer la pétition !

Plus d'info à propos de la manifestation sur le site du CNAPD.

Bruxelles, rendez-vous devant la Gare Centrale.

Du 30 août au 3 septembre Conférence Internationale sur la Décroissance

Budapest a été choisie pour accueillir la nouvelle Conférence Internationale sur la Décroissance qui se tiendra l'année prochaine du 30 août au 3 septembre.

Plus d'informations bientôt

MIEUX VAUT EN RIRE

Décroissants, et forcément partisans du retour à l'âge de pierre, vous souhaitez plus que n'importe quoi retourner à cette période fait de ses rudiments sauvages et de la bouffe à la bonne franquette, mais vous n'êtes pas encore prêt à vous salir les doigts ? Cet objet est fait pour vous.



RÉDACTION

Vous retrouverez dans *L'Escargot déchaîné* du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination :

Kenny Cadinu

Photo de devant de couverture :

François Lapy

Dessin de derrière de couverture : Martin Leroy

Rédaction de ce numéro :

- Alain Adriaens, GL de Bruxelles
- Kenny Cadinu, GL de Louvain-la-Neuve
- Jean-Luc Fransen
- François Lapy, coordinateur du conseil politique
- Francis Leboutte, GL de Liège
- François Sonnet

Contacter le mouvement

- Rédaction de *L'Escargot déchaîné* : escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@mpOC.be
- Porte-parole : presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) : [in-fo.conseil.politique@objecteursdecroissance.be](mailto:info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be)
- Groupe local (GL) de Liège : info@liege.mpOC.be
- Groupe local (GL) de Namur : [in-fo@namur.mpOC.be](mailto:info@namur.mpOC.be)
- Groupe local (GL) d'Ottignies-Louvain-la-Neuve : info@OLLN.mpOC.be

ADHÉRER

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à envoyer à : mpOC, rue du Rondia 8, 1348 Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:..... Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28 IBAN : BE37 5230 8031 1328 - BIC : TRIOBEBB .

La cotisation est libre, à partir d'1 euro. Le montant suggéré est de 30 euros.

DATE:..... **SIGNATURE :**.....

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.

Ouvrez les yeux,
vous n'êtes pas des moutons !
Libérez votre individualité, reprenez le contrôle de
votre vie, de notre vie en commun dans
la société !!!



Non mais ...
Est ce qu'ils ont entendu ce que
je viens de leurs dire ?
....



Oui !!
Il a raison ! Suivons le !
Dis nous ce qu'on doit faire,
on aime ta pensée !

Martin Leroy
déc. 2014